Commentaire sur le Carnage de Nice le 14 juillet dernier.

Pour la troisième fois dans notre pays un carnage, cette fois situé à Nice, a tué des innocents et comme d'habitude, les médias ont sur joué le drame en donnant des informations qui, au fil des heures s'avérent fausses. Au deuxième jour de cet odieux attentat, des hommes politiques, pour de basses raisons électoralistes, au lieu de resserrer les rangs, ont attaqué le gouvernement puis la police et l'armée avec des arguments si ridicules que l'on peut douter du sérieux de ces hommes qui prétendent un jour diriger le pays. Nice, dont le maire a truffé sa ville de caméras a été dans l'impossibilité d'empêcher le carnage.
Nous sommes en état de guerre, le risque zéro attentat n'existe pas, nous l'avons déjà dit et il va falloir en persuader le plus grand nombre dans ce pays.
Dans mes propos il est hors de question de minimiser le rôle criminel de Daech.
Depuis que Daech a lancé des conseils aux futurs assassins que, tous les moyens, même les plus simples, un couteau ou une voiture, pouvaient faire l'affaire pour tuer des mécréants. N'importe quel détraqué suicidaire, en mal de reconnaissance, qui commet un crime est tout de suite assimilé à un islamiste radical surtout s'il est arabe. Ce criminel à Nice a-t-on bien la preuve qu'il soit un Islamiste qui a agi au nom d'Allah ? Le pilote allemand qui a écrasé son avion avec plus de 200 innocentes victimes serait aujourd'hui taxé d'Islamiste, et l'on trouverait des preuves de cette radicalisation criminelle.
Les médias portent une responsabilité pour des scoops hasardeux ou en mal de copies ils font involontairement et sans cesse la réclame des assassins en citant les noms, et des experts, autoproclamés, dans des émissions de télévision viennent vous expliquer tout ce qui va mal dans ce pays contribuant ainsi à déstabiliser les Français, le but de Daech.
Il faut cesser toutes ces polémiques stériles qui ne font que renforcer le pouvoir de nuisance de Daech, éviter de parler sans arrêt des tueurs de ces attentats, parlons des victimes et faisons confiance aux forces de l'ordre, si parfois il y a des erreurs ils ne font pas exprès, ne les chargeons pas, ils en sont les premiers désolés.
N'accablons pas non plus les juges, nous vivons dans un état de droit, on ne peut pas mettre ou maintenir en prison des gens qui n'ont encore rien fait, la France n'est pas une dictature. Ces mêmes personnes qui critiquent les autorités sont les premières à être outrées quand le gouvernement interdit un rassemblement.
Encore une fois nous sommes en état de guerre et il va falloir assumer la perte de certaines de nos libertés hélas les démocraties sont des proies faciles, pour des prédateurs.

Pierre BRIS.